



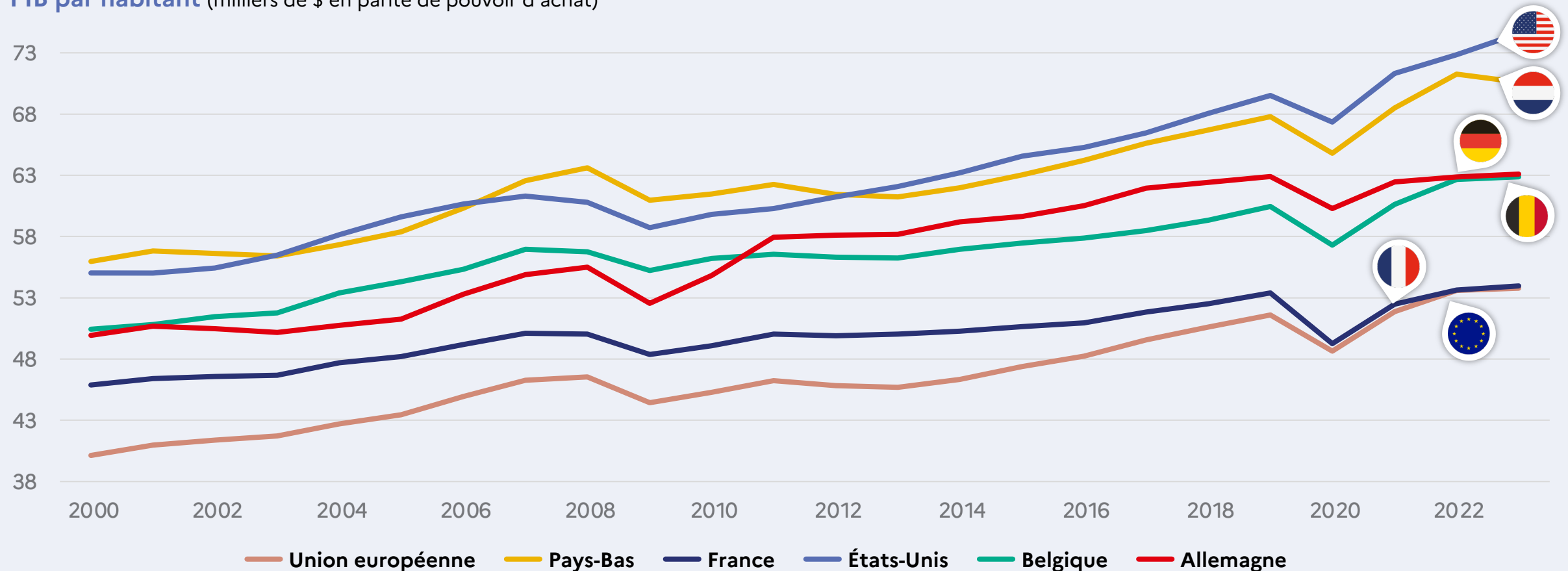
GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

LA VÉRITÉ PERMET D'AGIR

Nous ne produisons pas suffisamment

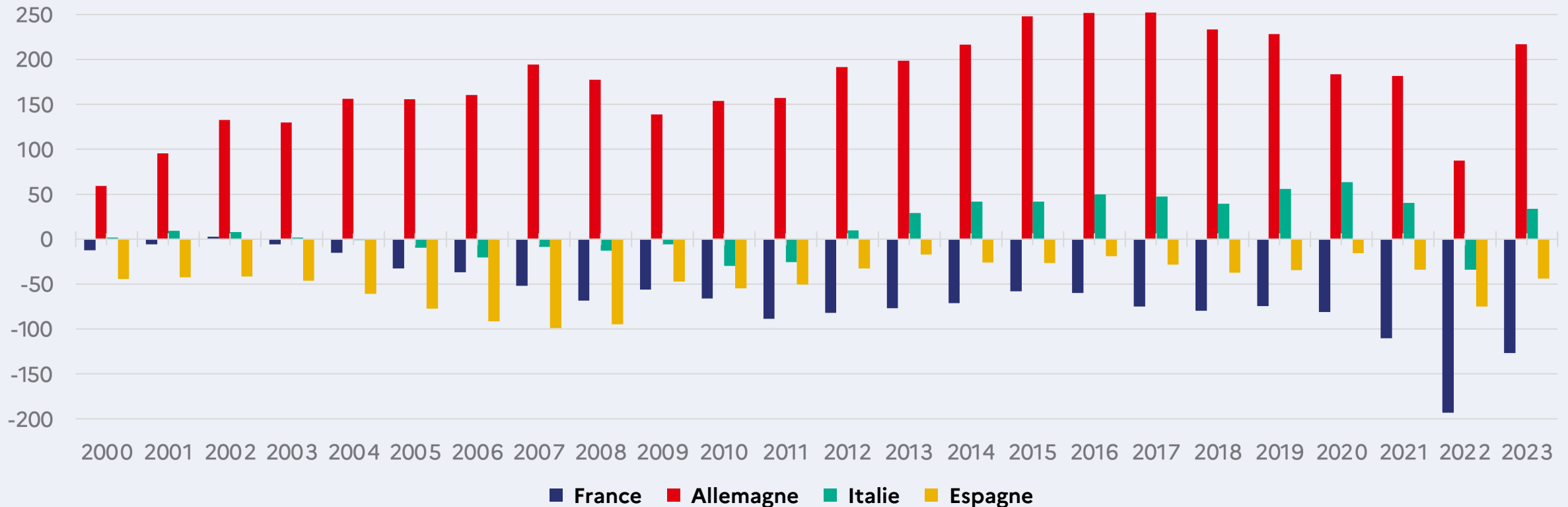
PIB par habitant (milliers de \$ en parité de pouvoir d'achat)



Nous ne produisons pas suffisamment

Nous importons bien plus que nous exportons. Et c'est autant que nous pourrions produire.

Solde de la balance commerciale (Md\$, données en valeur CAF/FAB)



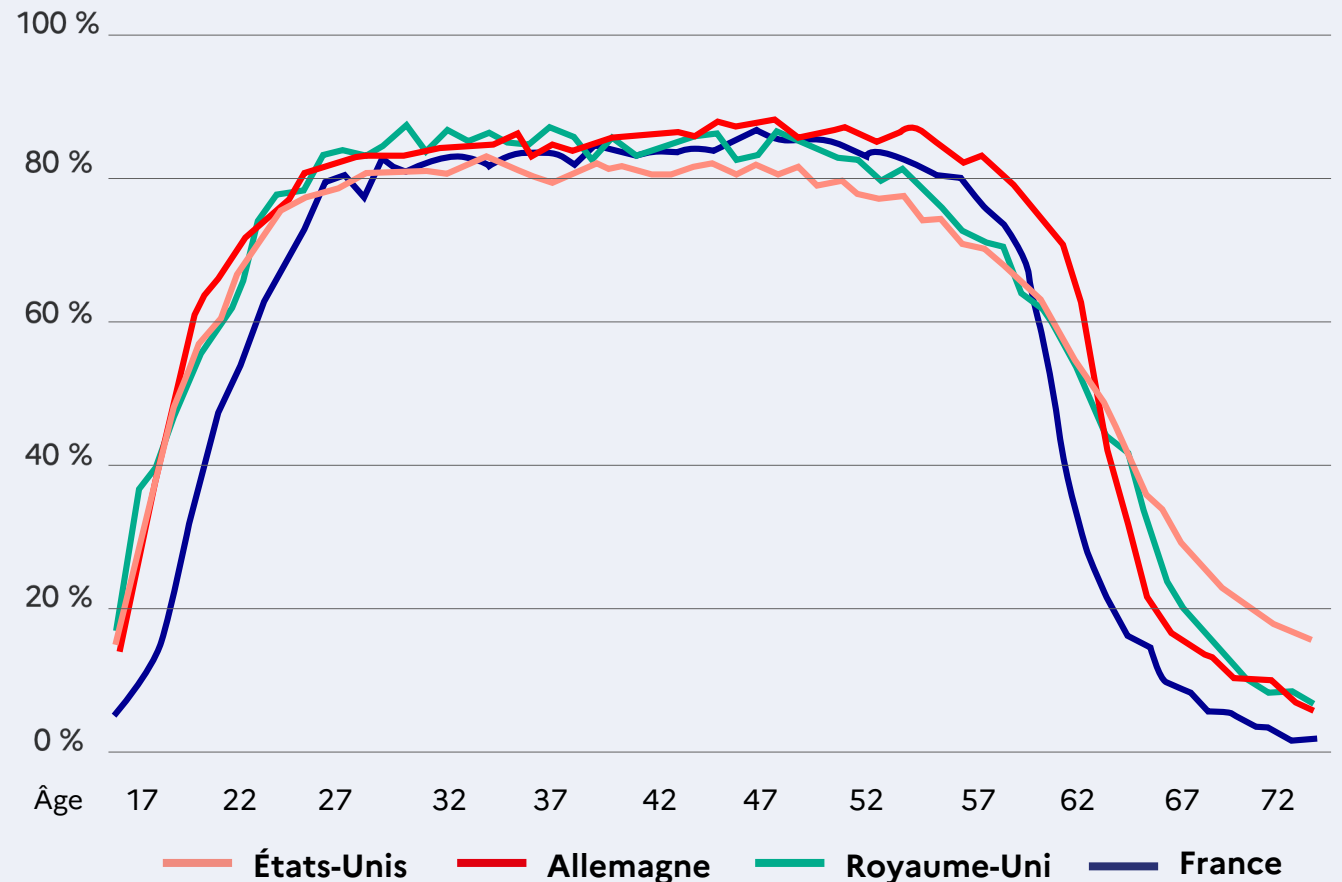
Nous devons être plus nombreux à travailler

Le taux d'emploi des jeunes et des seniors est plus faible en France qu'en Allemagne ou au Royaume-Uni.

Le taux d'emploi des **femmes** a fortement augmenté, mais cette dynamique ralentit.

Les **personnes moins qualifiées** ont de grandes difficultés à s'insérer dans le marché du travail.

Taux d'emploi par âge (en 2023)

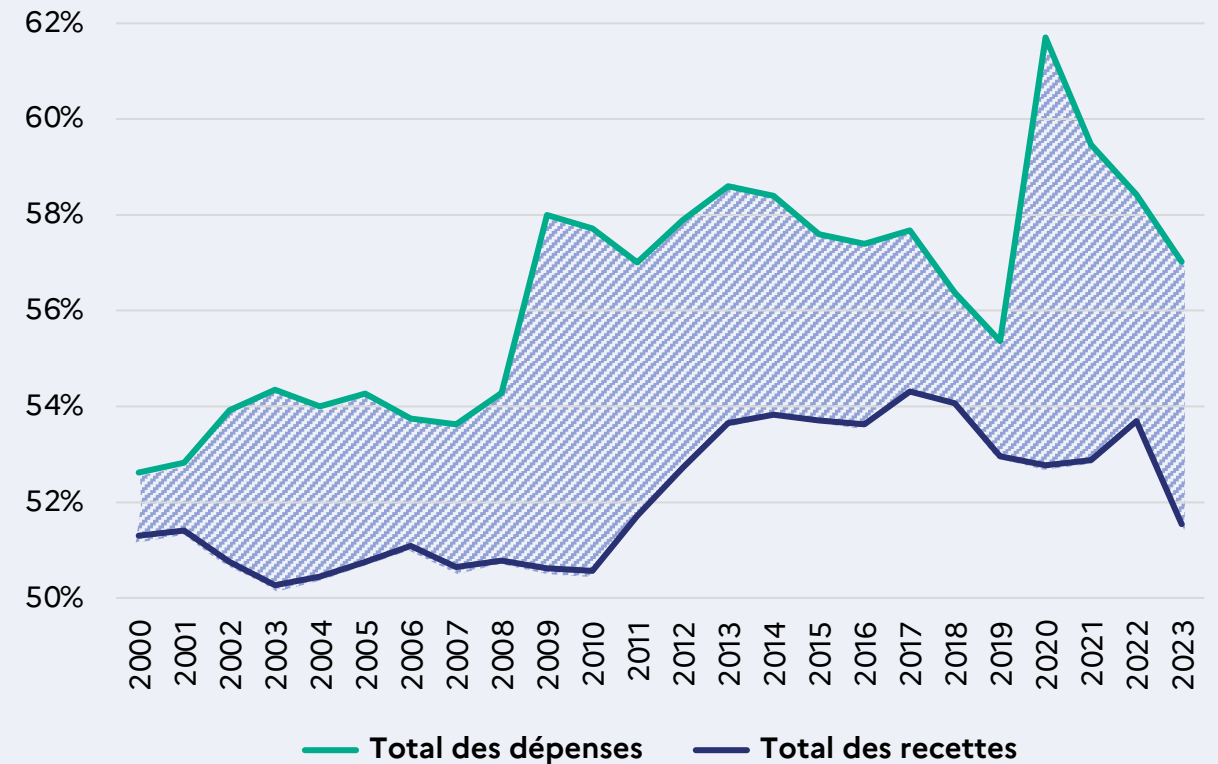


Nous dépensons trop par rapport à nos recettes

La part des recettes publiques dans le PIB
a légèrement augmenté depuis 20 ans.

La part des dépenses publiques a sensiblement
augmenté, notamment après chaque crise.

Évolution des dépenses et recettes (en % du PIB)

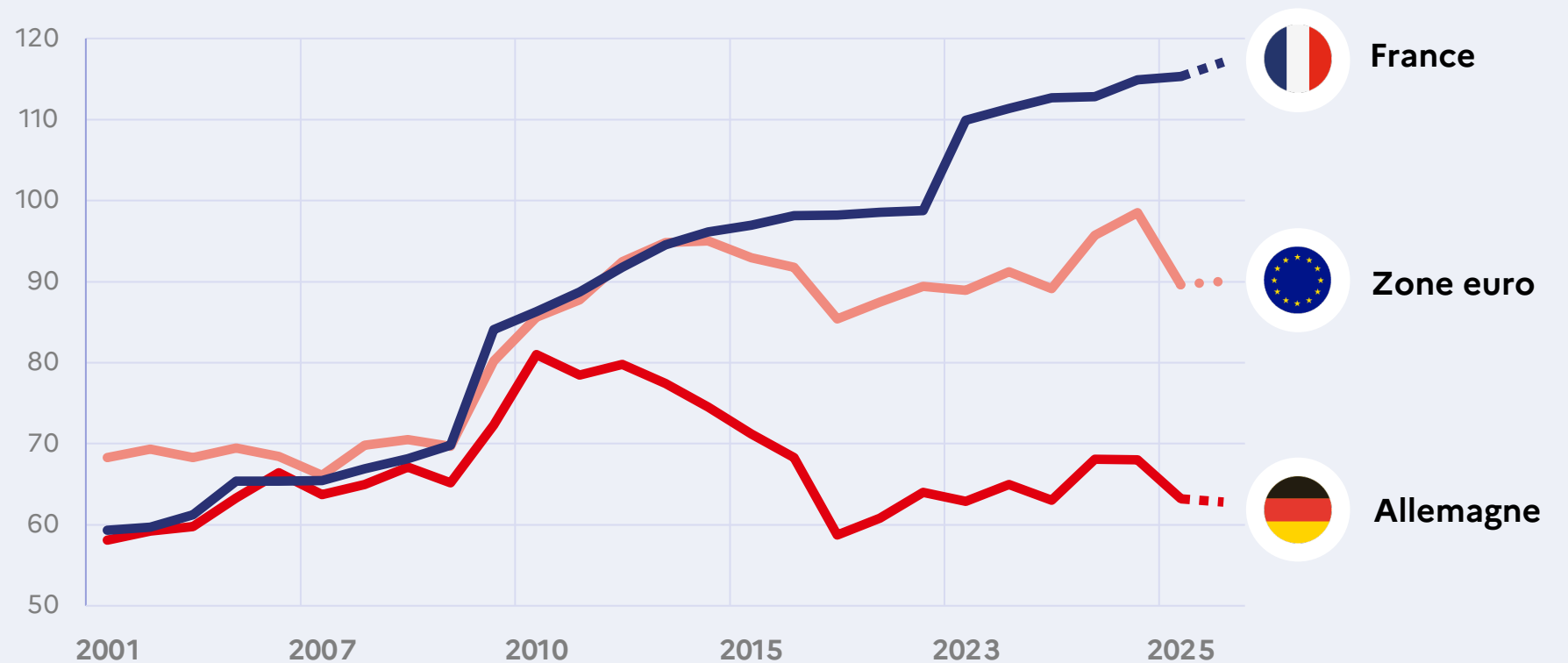


Notre dette augmente bien trop vite



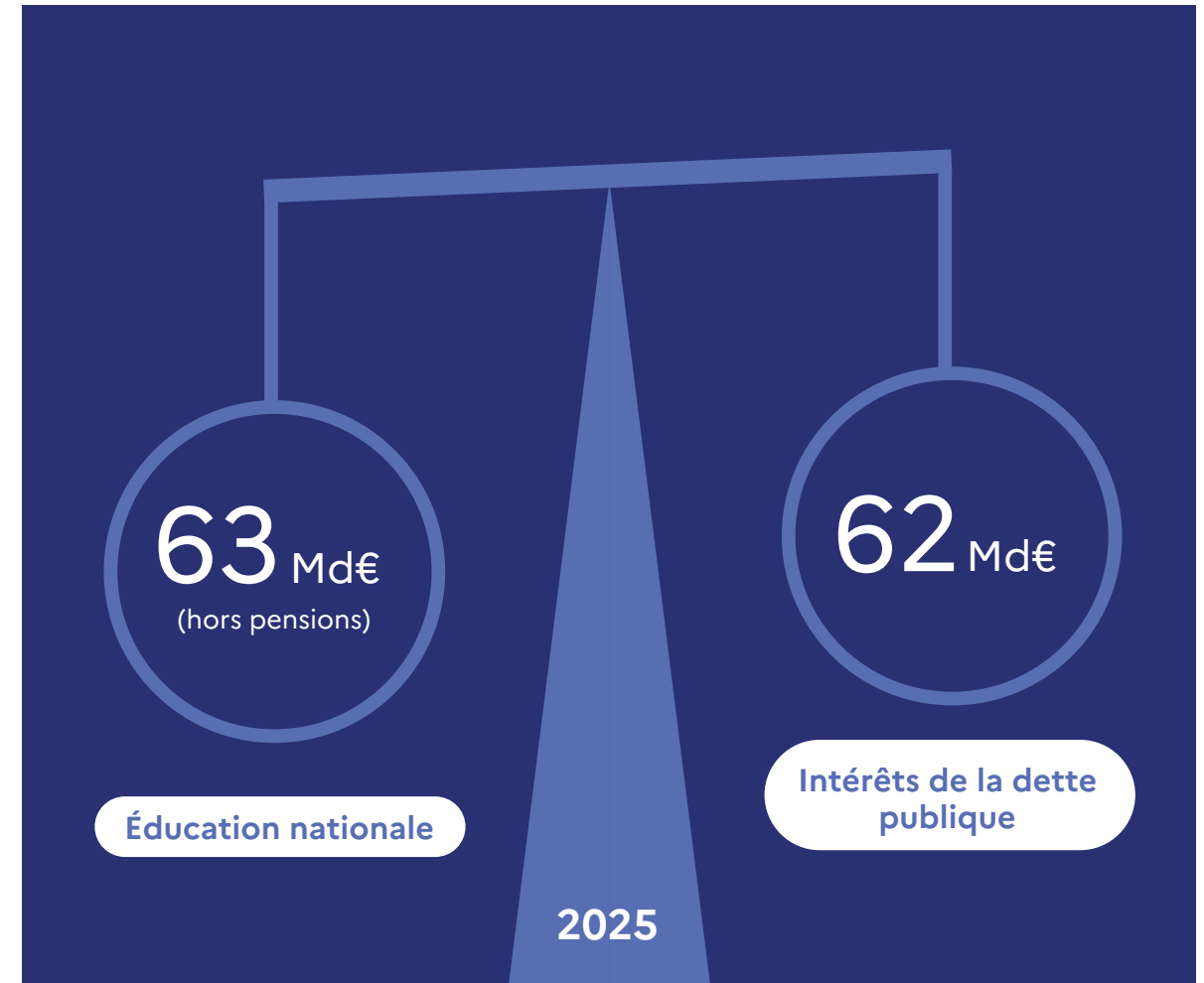
Elle représente environ
50 000 €
par Français,
une situation intenable.

Dette publique (en % du PIB)



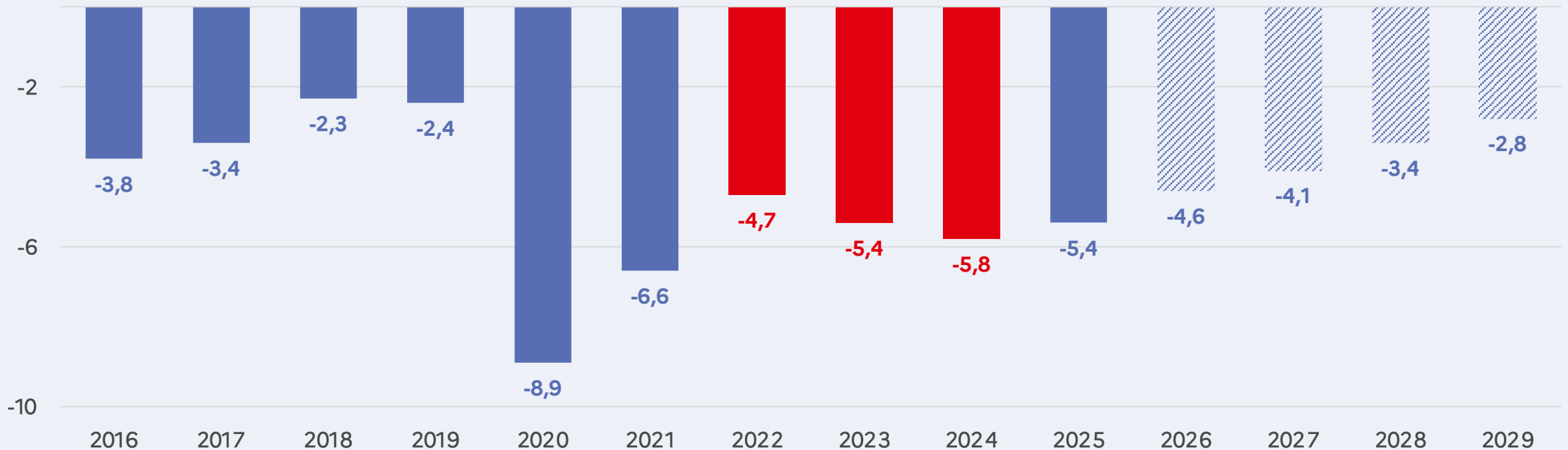
Notre dette pèse de plus en plus lourd dans notre budget. Nos marges de manœuvre se réduisent.

En 2027, les intérêts de la dette nous coûteront davantage que le budget aujourd'hui consacré à l'Éducation nationale.



Nous avons déjà réussi à réduire notre déficit : il n'y a pas de fatalité

Déficit depuis 2016 (en % du PIB)





GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**FACE À CETTE SITUATION,
COMMENT RETROUVER
DES MARGES DE MANŒUVRE ?**



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

AMÉLIORER NOTRE COMPÉTITIVITÉ

Amplifier notre réindustrialisation

Le secteur de l'industrie se redresse après des décennies de chute mais reste faible par rapport à nos voisins.



En 25 ans, l'industrie est passée de
16 % à 12 %
de notre production.



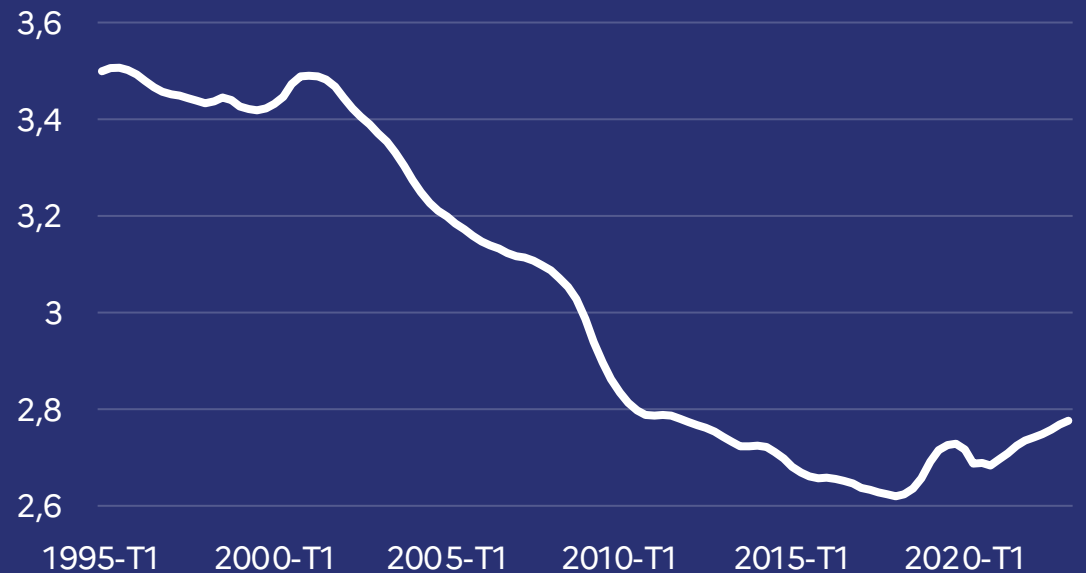
En Allemagne, elle s'est maintenue
au-dessus de
20 %.



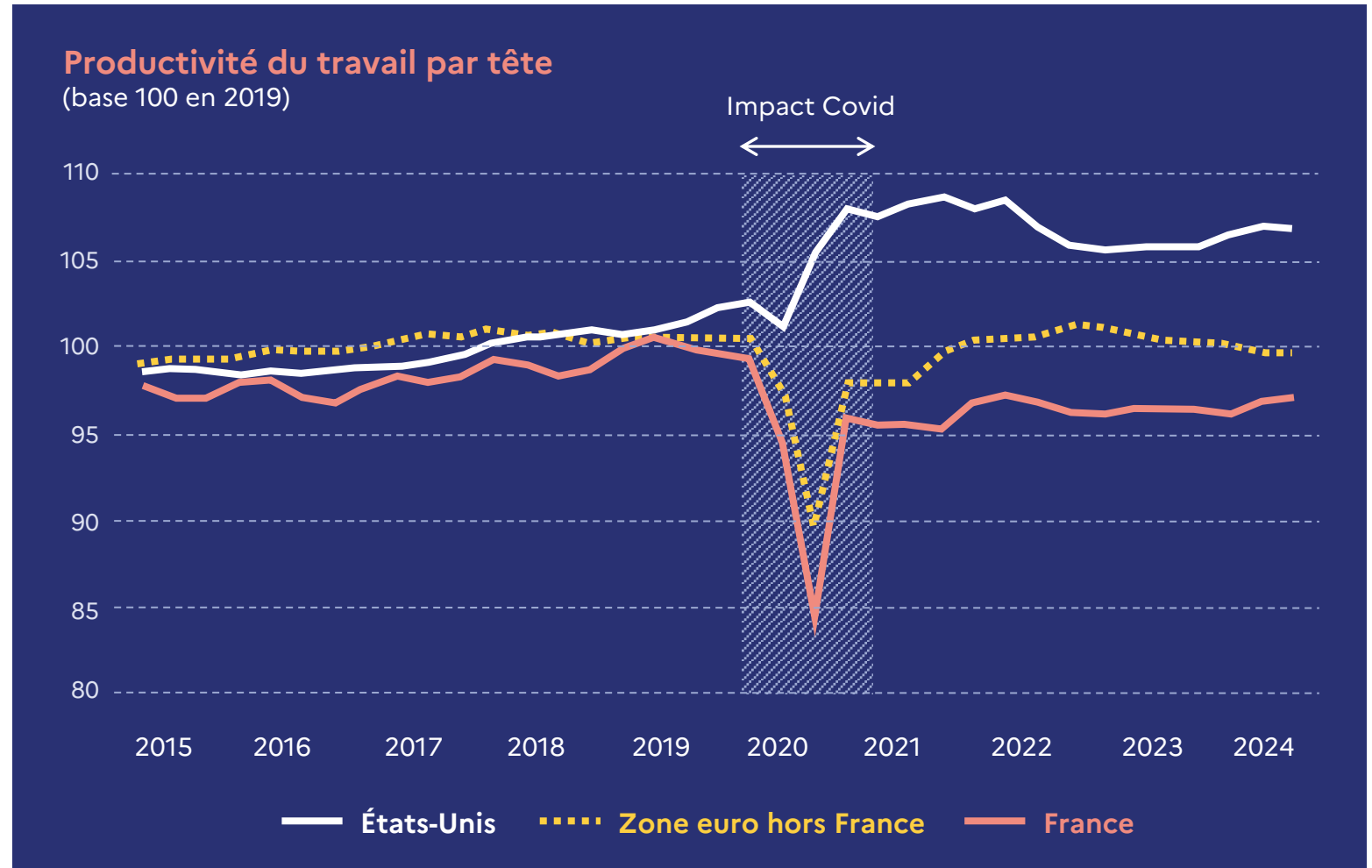
Après avoir perdu 900 000 emplois en 20 ans, la France a créé

130 000 emplois
dans l'industrie depuis 2017

Emploi salarié (équivalent temps plein – effectif en millions)



Notre productivité a décroché : nous devons réinvestir dans les savoir-faire et l'innovation





GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

REPRENDRE EN MAIN NOS FINANCES PUBLIQUES

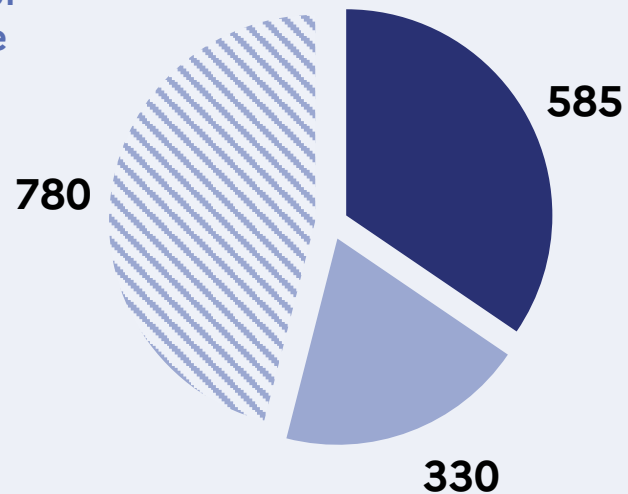
En 2025, les budgets de l'État et de la Sécurité sociale ont été adoptés dans un contexte inédit

Une baisse de dépenses de l'État sans précédent.

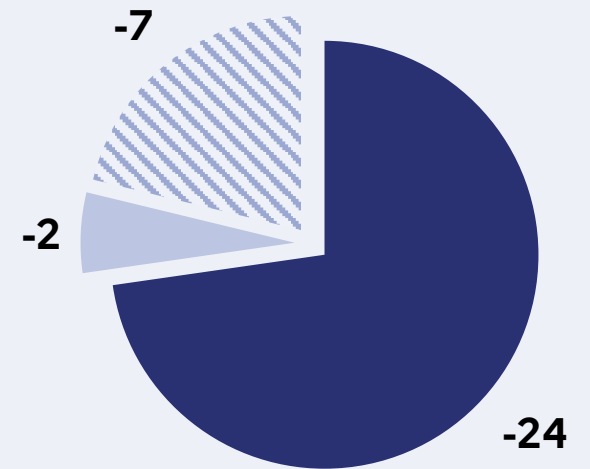
Un budget ambitieux, avec un objectif de réduction du déficit public à **5,4 % du PIB**.

Dépenses par sous-secteur
d'administration publique
(Md€)

- État et opérateurs
- Sphère locale
- ▨ Sécurité sociale



Baisse des dépenses
dans le budget 2025
(Md€)



Ramener notre déficit sous les 3 % en 2029 : un effort essentiel, massif mais réalisable

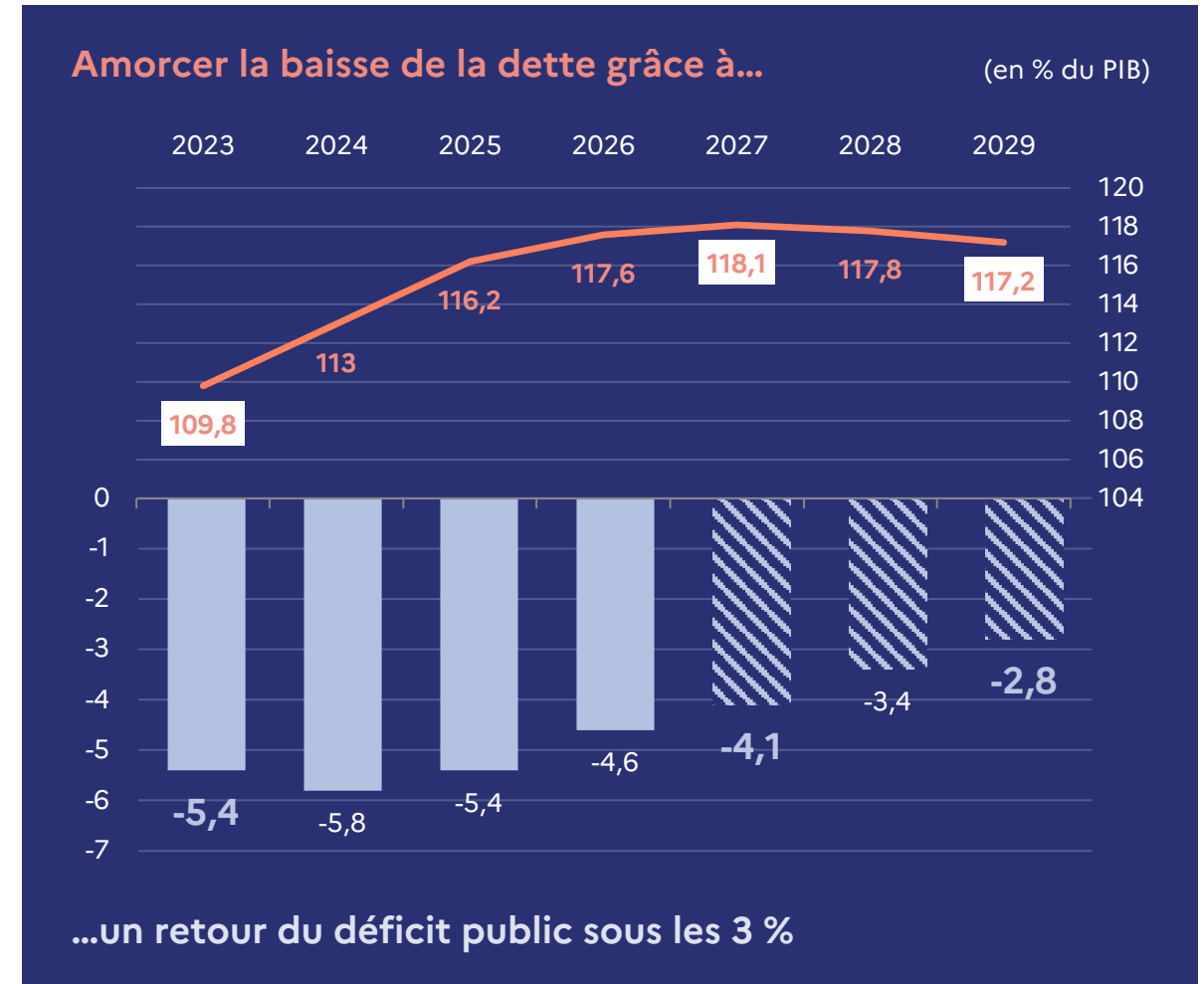
3 %

Un engagement européen mais surtout le niveau de déficit autour duquel la dette commence à décroître.

L'effort à faire : 6 % de la dépense publique totale en 5 ans.

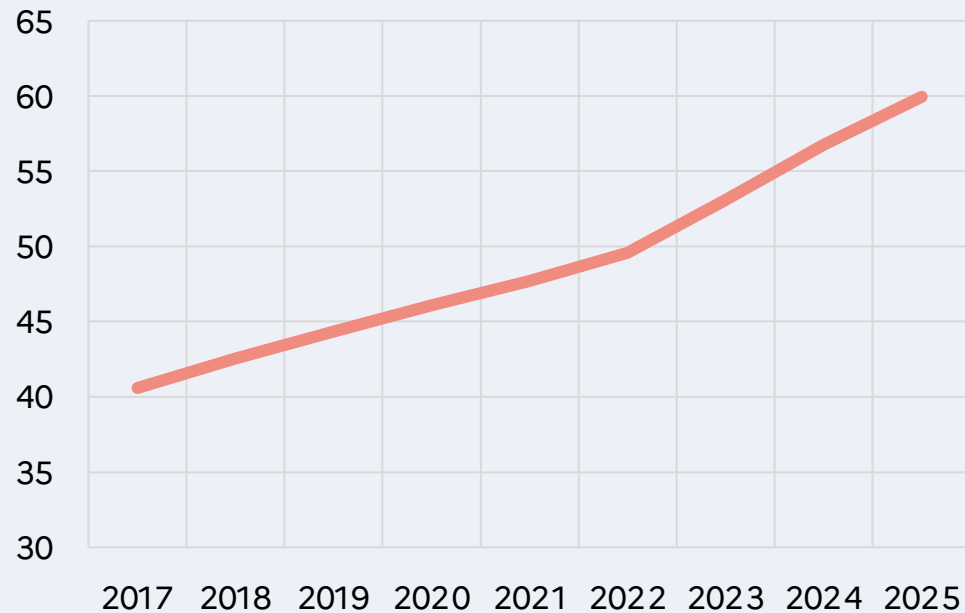
L'Espagne, l'Italie, le Portugal y sont arrivés.

Nous pouvons le faire aussi.

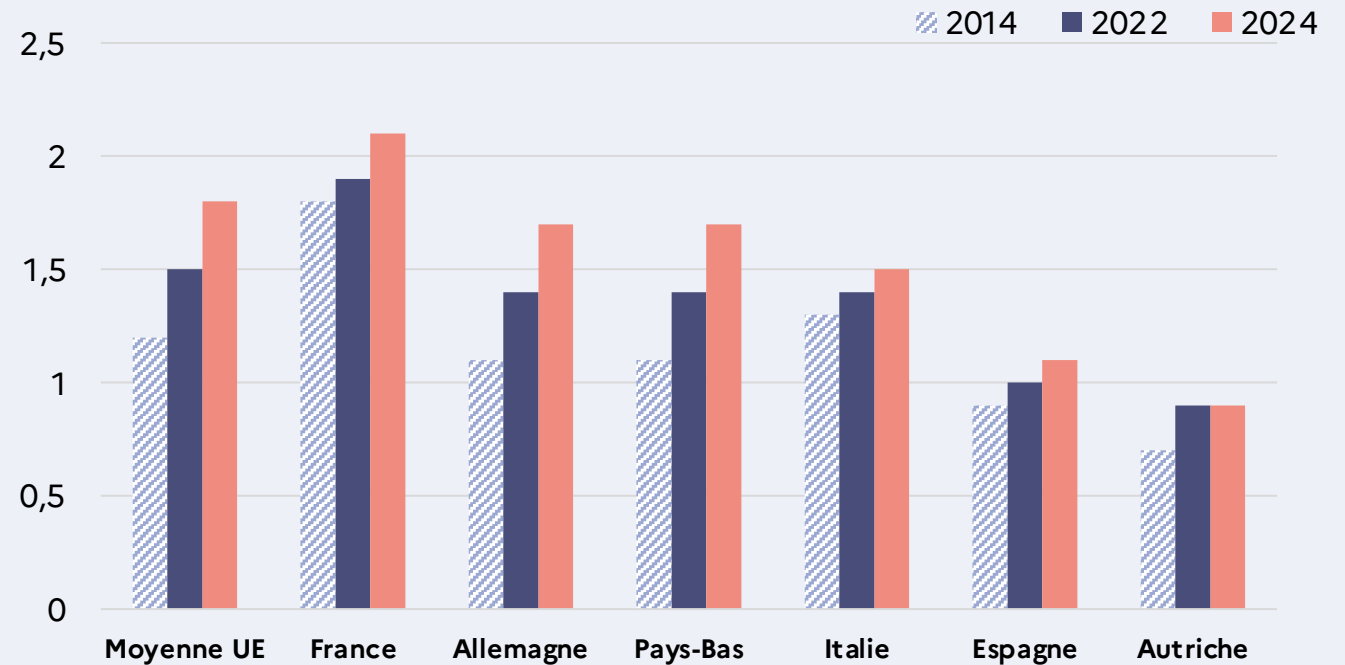


Depuis 2017, nous avons augmenté nos dépenses militaires, plus que nos voisins européens, et nous devons continuer

Budget en faveur de la défense
(en Md€)



Poids des dépenses de défense dans le PIB
(en % du PIB)



Repenser notre budget autour de principes de bon sens

Principe n°1

Les dépenses de fonctionnement ne doivent **pas progresser plus vite** que la croissance économique.

Principe n°2

L'État doit **planifier et agir efficacement**, plutôt que d'être un État guichet.

Principe n°3

L'intérêt général doit l'emporter sur les intérêts particuliers.

Principe n°4

Nous devons faire un **constat lucide** et mettre fin à certaines dépenses injustifiées :

- ✓ désorganisation et enchevêtrement des responsabilités, des réseaux et des acteurs publics (notamment opérateurs) ;
- ✓ hausse incontrôlée des arrêts maladie depuis la fin du Covid ;
- ✓ la dérive des coûts payés par les acteurs publics (achats, communication...) ;
- ✓ la gratuité qui déresponsabilise.



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

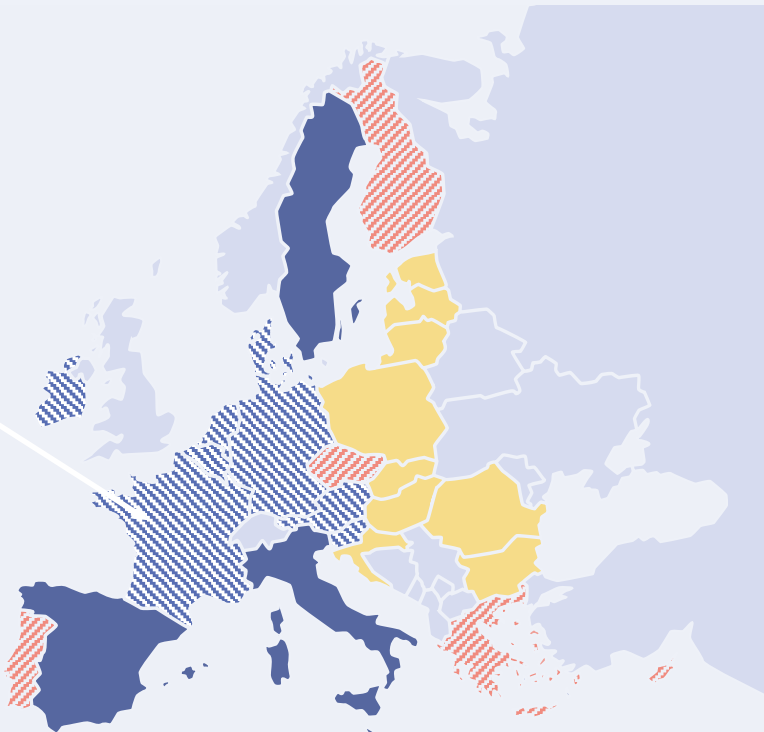
RÉFORMER NOTRE MODÈLE SOCIAL POUR LE PRÉSERVER

Notre modèle social, une fierté

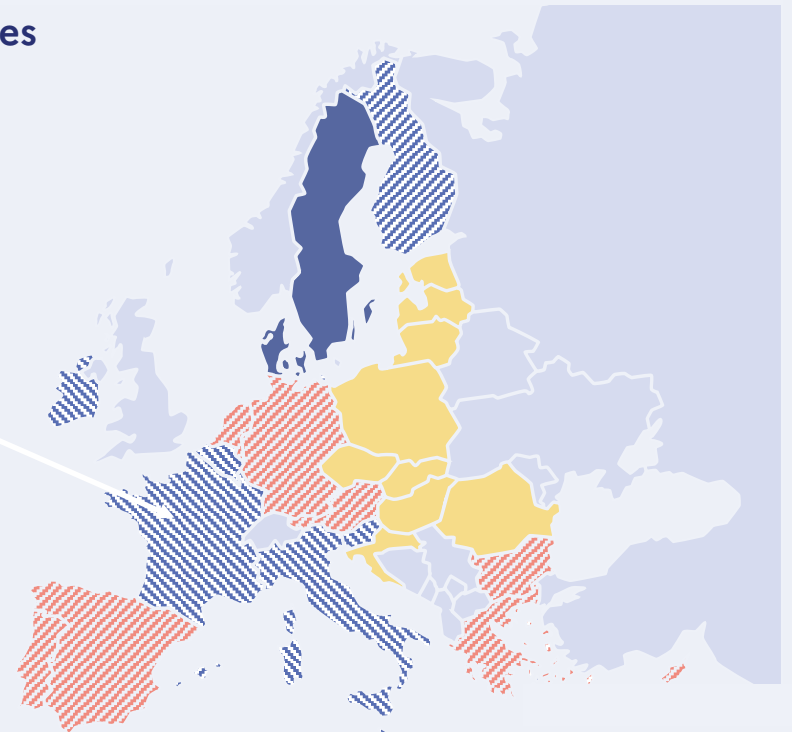
La Sécurité sociale contribue à faire de **notre espérance de vie en bonne santé** une des plus élevées parmi les pays de l'OCDE.

Espérance de vie en bonne santé à 65 ans

Pour les femmes

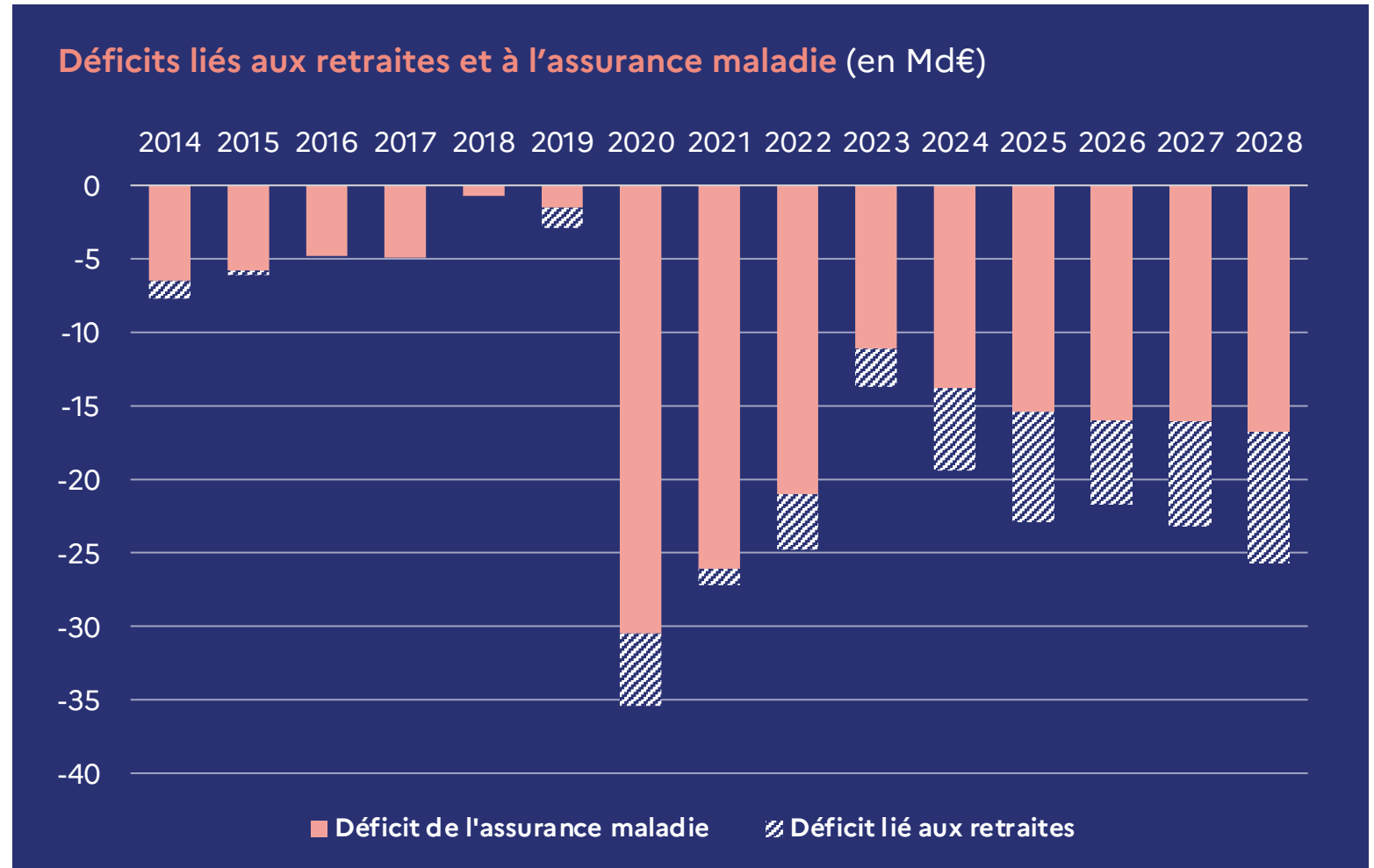


Pour les hommes



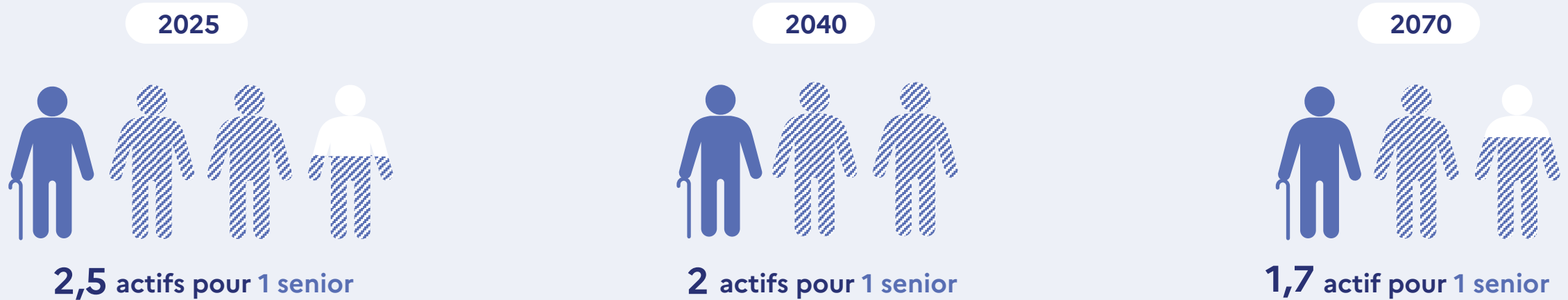
Les déficits de la Sécurité sociale sont à un niveau très élevé

Pendant la crise Covid, les dépenses de santé ont très fortement augmenté pour protéger les Français et revaloriser les soignants.



Notre population vieillit, c'est un défi pour notre Sécurité sociale

On compte **aujourd'hui 2,5 personnes de 20 à 64 ans pour 1 senior** : ce sera 2 en 2040 et 1,7 d'ici 2070. Or, notre modèle social repose sur la solidarité entre les générations.



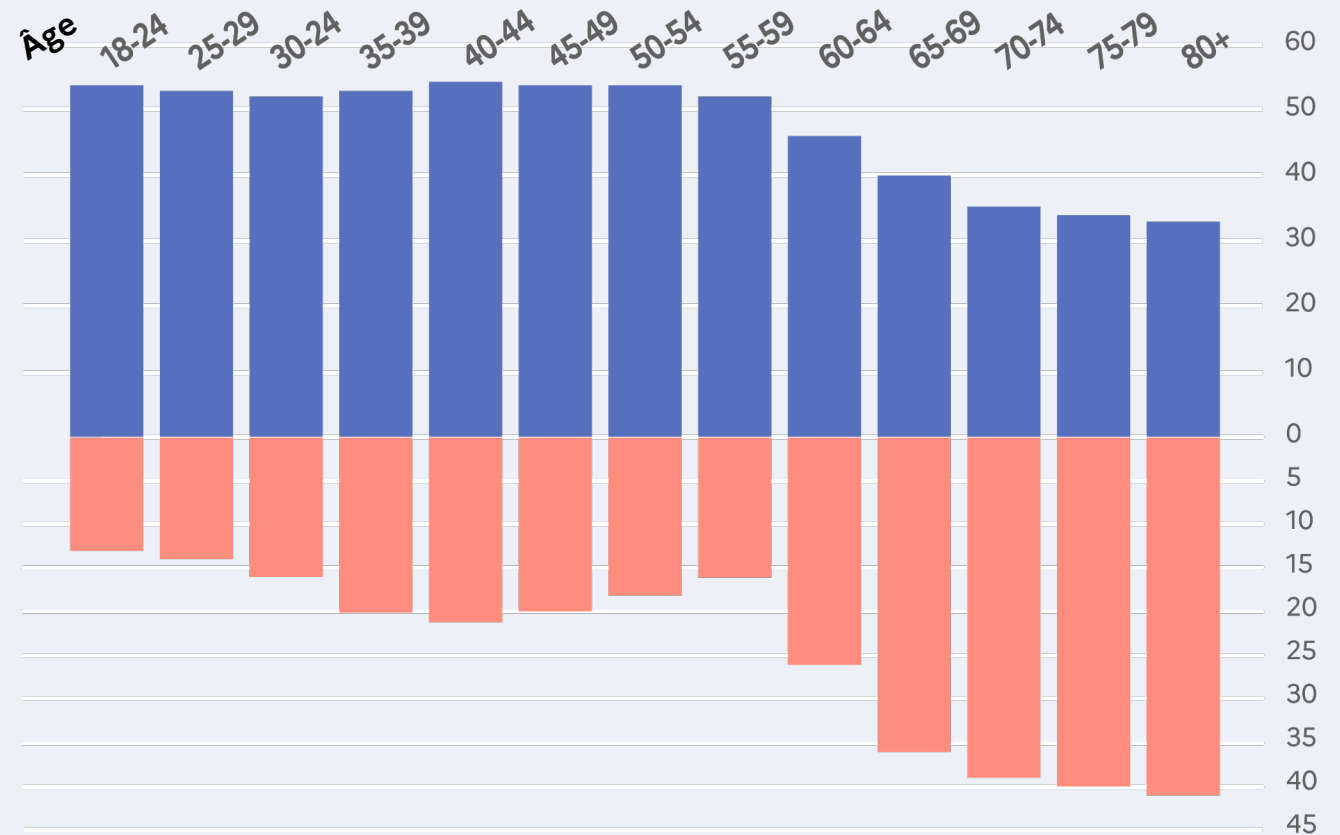
Cela **alourdit mécaniquement nos dépenses de retraites et de santé.**

Chaque jour **2 400 Français** passent la barre des 60 ans, pour **1 800 naissances**.

Pour préserver notre contrat social, il nous faut rééquilibrer l'effort entre les générations

Le financement de notre protection sociale pèse fortement sur ceux qui travaillent, alors que ses dépenses bénéficient majoritairement aux **+ de 65 ans (retraites et santé)**, dont la part dans la population est croissante.

Prélèvements obligatoires en % du revenu



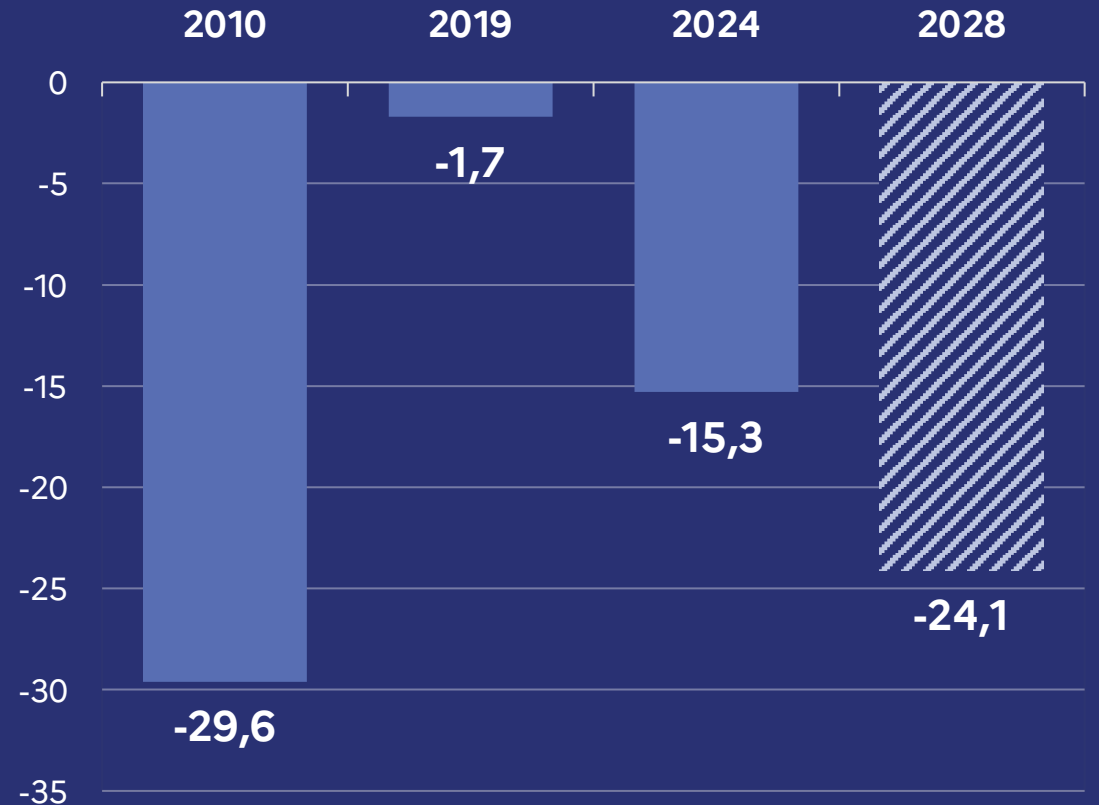
Dépenses publiques en milliers € par tête

Nous avons déjà réussi à résorber le déficit de la Sécurité sociale

Des mesures fortes sont nécessaires face à la hausse prévisible du déficit de la Sécurité sociale pour les prochaines années.

Le rétablissement est possible : avant le Covid, le déficit avait été résorbé en dix ans, notamment grâce à des efforts sur les dépenses.

Déficit de la Sécurité sociale (en Md€)



**TRAVAILLER TOUS,
TRAVAILLER DAVANTAGE,
TRAVAILLER MIEUX**

Nous pouvons travailler davantage

Constat n°1

La France dispose de **marges importantes pour augmenter le nombre de personnes qui travaillent.**

Constat n°2

Le nombre d'heures travaillées par actif est beaucoup plus élevé aux États-Unis qu'en Europe.

Constat n°3

Les salariés français à temps complet se distinguent par un **nombre de jours de congés et d'arrêts maladie beaucoup plus élevé.** La durée des arrêts maladie a fortement augmenté depuis le Covid.

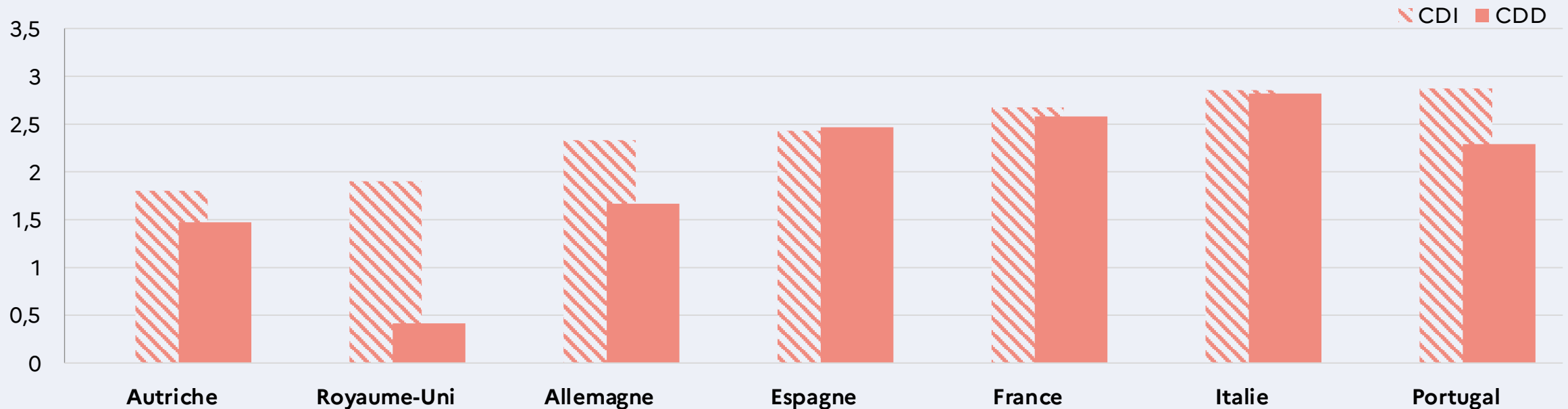
		 Tous individus (heures travaillées/an)	 Actifs (heures travaillées/an)
	Allemagne	1 050	1 600
	États-Unis	1 300	1 950
	France	950	1 600
	Royaume-Uni	1 100	1 600

Libérer l'emploi, améliorer les conditions de travail

La réglementation de l'emploi est plus protectrice en France qu'ailleurs en Europe, ce qui peut freiner les embauches.

Nous pouvons encore améliorer les conditions de travail en France.

Indicateur de protection de l'emploi OCDE en 2019



Nous devons renforcer les compétences fondamentales

En 2022-2023, en France, les adultes de 16 à 65 ans ont obtenu en moyenne des performances en-dessous de la moyenne des pays de l'OCDE pour : lire, écrire, compter et résoudre des problèmes.



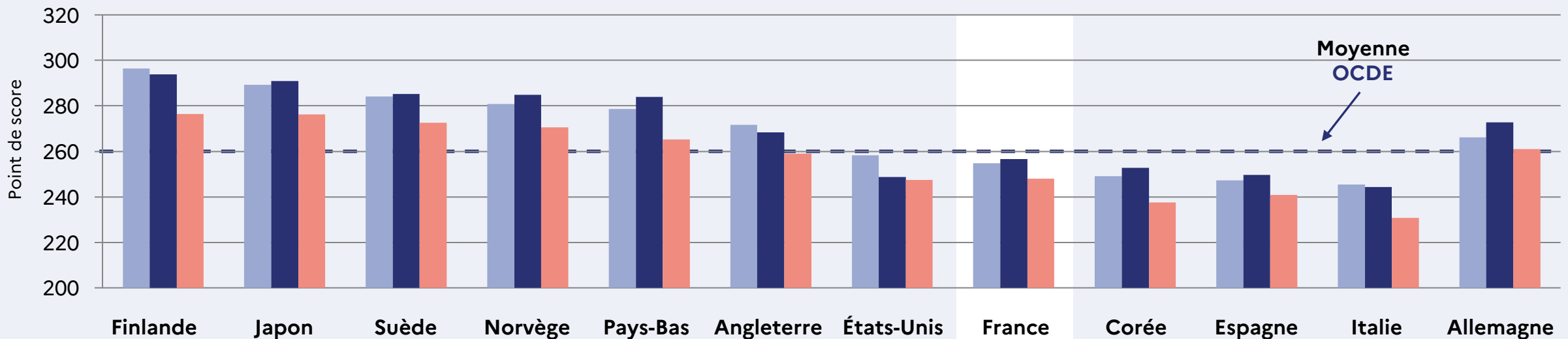
LIRE ET ÉCRIRE



COMPTER



RÉSOUTRE DES PROBLÈMES



Une contribution de la sphère locale au redressement des finances publiques juste et prévisible

La dégradation du solde de la sphère locale en 2024 est inférieure aux prévisions (-0,6 Md€), preuve des efforts réalisés par les collectivités territoriales. Mais la dynamique en matière de dépenses de fonctionnement reste élevée (+3,9 %).

L'effort prévu dans le cadre de la loi de finances initiale 2025 est de 2,2 Md€, auquel s'ajoute 1,4 Md€ (hausse des contributions retraite).

Une contribution de la sphère locale au redressement des finances publiques juste et prévisible

Pour participer à la réduction du déficit public, la sphère locale doit **prolonger durablement et efficacement son effort grâce à une visibilité pluriannuelle pour les élus sur ses recettes.**

- ✓ en maîtrisant les dépenses de fonctionnement ;
- ✓ en priorisant les investissements d'avenir, dans le cadre d'une simplification des soutiens de l'Etat ;
- ✓ en réduisant le coût des normes.



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMMENT ALLONS-NOUS AGIR ?



GOUVERNEMENT

Liberté
Égalité
Fraternité



Notre cap



Redevenir une **nation productive**



Tenir le **budget adopté** par le Parlement pour 2025



Réformer notre **modèle social** pour le préserver



Renforcer notre **compétitivité** par le travail

Notre calendrier commun





GOVERNEMENT

Liberté

Égalité

Fraternité